



Union interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

153^e Assemblée de l'UIP

Arusha
(République-Unie de Tanzanie)
5-9 octobre 2026



Discours de la Dr Tulia Ackson, Présidente de l'UIP

153^e Assemblée de l'UIP – Volet de clôture

Arusha, le 9 octobre 2026

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président de l'Assemblée, Président de l'Assemblée nationale de République-Unie de Tanzanie,
Mesdames et Messieurs les Présidents et Vice-Présidents de parlement,
Madame la Secrétaire générale, Monsieur le Secrétaire général de l'Assemblée nationale de Tanzanie,
Chers parlementaires,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis, chers collègues,

Je ne saurais entamer cette allocution sans exprimer ma profonde gratitude.

Ma gratitude va à tous les collègues qui sont intervenus il y a quelques instants et qui ont parlé si gentiment de moi et de ma présidence. Je reçois vos paroles avec humilité et avec la satisfaction d'une personne qui sait que vous avez reconnu ma détermination à tenir les promesses que j'ai faites il y a trois ans, sur ce continent, lorsque vous m'avez élue pour exercer un mandat de très haut niveau.

Je suis également profondément reconnaissante envers tous ceux qui m'ont accompagnée dans ce parcours. Madame la Secrétaire générale de l'UIP, je vous remercie vivement ; M. Martin Chungong, Secrétaire général honoraire, merci ; membres du Comité exécutif et des organes spécialisés de l'UIP, Secrétariat de l'UIP et mes collaborateurs à l'Assemblée nationale de la République-Unie de Tanzanie, je vous remercie.

Je tiens à remercier la Présidente de la République-Unie de Tanzanie, la Dr Samia Suluhu Hassan, ainsi que notre hôte, l'Assemblée nationale de mon pays natal, la République-Unie de Tanzanie, pour le soutien politique qui a permis de concrétiser cette Assemblée alors qu'il y a quelques mois à peine, ce n'était encore qu'une idée.

Je tiens tout particulièrement à remercier les habitants d'Arusha et de la République-Unie de Tanzanie pour leur chaleureuse hospitalité et leur dévouement, que vous avez tous salués. Sans vous, cette Assemblée n'aurait pas pu avoir lieu. J'espère que, durant ces quelques jours, vous avez fait d'Arusha votre deuxième chez-vous.

Et aussi un merci tout particulier à vous tous, mesdames et messieurs les délégués qui ont pris part à cette Assemblée et à ses délibérations.

F

#IPU153

Dans mon discours d'ouverture de ce débat général, j'ai déclaré que la bonne gouvernance n'était pas une abstraction. Je tiens à féliciter tous les délégués qui sont intervenus au cours de notre débat, car vous ne vous êtes en effet pas contentés d'aborder la gouvernance comme un concept abstrait relevant exclusivement du domaine des sciences politiques. Vous avez parlé directement des populations locales, de l'exclusion, des conflits et de l'émergence des nouvelles technologies. Vous avez évoqué les inégalités. Et, surtout, vous avez parlé de confiance.

Chers amis, chers collègues, je pense que vous conviendrez avec moi que le principal enseignement à tirer de nos délibérations de ces derniers jours est que la bonne gouvernance est intrinsèquement liée à la relation entre les citoyens et les institutions. Dans ce contexte, vous avez évoqué la confiance comme le critère permettant d'évaluer l'état de cette relation. La Stratégie de l'UIP adoptée à Istanbul avait déjà identifié le déclin de la confiance et le rétrécissement de l'espace civique, y compris les menaces pesant sur les parlementaires, parmi les pressions auxquelles la démocratie et les parlements sont confrontés aujourd'hui.

C'est dans ce contexte que la déclaration adoptée par cette Assemblée, le Communiqué d'Arusha, revêt une importance particulière. À l'heure où nous assistons à un recul de la démocratie partout dans le monde et alors que nombre d'entre vous ont reconnu que les responsables politiques perdent la confiance de leurs électeurs, le Communiqué d'Arusha véhicule un message à la fois simple et ambitieux. Les solutions aux pressions auxquelles les démocraties sont confrontées aujourd'hui ne nécessitent ni une transformation de nos systèmes politiques, ni une formule magique.

Ce que le Communiqué nous invite à faire, c'est de revenir aux origines, aux fondements de la démocratie représentative.

En ces temps difficiles, les parlementaires ont de plus en plus de mal à prendre des décisions fondées sur des données probantes en raison du manque de données fiables, de fausses informations, de désinformation et de la rapidité avec laquelle ils sont censés agir. Cette sombre réalité est aggravée par l'émergence de l'intelligence artificielle qui, malgré son énorme potentiel, peut faciliter la propagation de fausses informations et de désinformation. Nous le savons.

Le Communiqué d'Arusha nous invite à retourner au sein de nos populations locales, à revenir aux sources. Écoutons plus attentivement nos concitoyens et trouvons, dans leurs réalités vécues et à travers des consultations, les données que nous avons tant de mal à trouver aujourd'hui pour construire un avenir plus inclusif.

Chers collègues, une autre idée forte mise en avant par le Communiqué est que la représentation ne consiste pas simplement à parler au nom des citoyens. Il s'agit de veiller à ce que leurs réalités éclairent les décisions prises au sein de nos assemblées. Un représentant du peuple s'assure que les lois, les budgets et le contrôle reflètent les expériences vécues, les aspirations et les frustrations des populations locales qu'il sert.

Nous en revenons ainsi, une fois de plus, à la confiance – le fondement même sur lequel repose la démocratie représentative. La confiance ne peut être tenue pour acquise. Elle se mérite chaque jour de notre vie civique, bien au-delà des moments, à quelques années d'intervalle, où les citoyens se rendent aux urnes.

J'en arrive ainsi à aborder la question de la redevabilité.

Le Communiqué d'Arusha, chers collègues, souligne que la redevabilité et l'intégrité sont des impératifs démocratiques. Les institutions politiques qui ne sont pas tenues de rendre des comptes lorsqu'elles cessent de servir l'intérêt général ne peuvent pas inspirer confiance. C'est alors que la démocratie s'affaiblit et que nos sociétés deviennent plus vulnérables à la polarisation, aux discours de haine et aux nombreuses autres forces qui nous divisent. Ce phénomène, à son tour, renforce les pressions qui pèsent sur la démocratie, créant un cercle vicieux qui menace la coexistence pacifique et entrave la prospérité de nos sociétés.

Les parlements, chers collègues, doivent prévenir la corruption, défendre l'intégrité, renforcer le contrôle et démontrer que l'engagement citoyen conduit à des changements concrets. La population doit constater que lorsqu'elle s'exprime, elle est entendue, et que le fait d'être entendue peut changer les choses.

Chers collègues, le Communiqué nous invite également à rendre nos parlements plus transparents et plus inclusifs, une idée qui s'aligne sur la Stratégie de l'UIP. Il nous rappelle que les parlements doivent être le reflet des sociétés qu'ils représentent : des sociétés composées de femmes et d'hommes, de jeunes et de personnes âgées, de personnes handicapées, de migrants, de réfugiés, d'apatrides, de populations rurales, d'habitants des périphéries urbaines et de tous ceux dont la voix a trop souvent été exclue du processus décisionnel. Je tiens à souligner que la bonne gouvernance ne peut être comprise sans une référence spécifique aux personnes handicapées. L'UIP œuvre en faveur d'un développement social inclusif ainsi que des droits et de l'autonomisation des personnes handicapées. Dans le même esprit, au cours de cette Assemblée, la Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme a approuvé une résolution intitulée *Développement social inclusif pour tous : stratégies parlementaires pour promouvoir les droits et l'autonomisation des personnes handicapées*. Je vous invite tous à la consulter.

Chers amis, chers collègues,

Les parlements doivent faire valoir les réalités vécues par les citoyens à tous les niveaux, y compris au niveau international. Alors que ma présidence touche à sa fin, je suis convaincue que nos délibérations réaffirment le message que l'UIP défend depuis longtemps : un système multilatéral plus représentatif, dans lequel les parlements peuvent jouer un rôle plus important pour combler le fossé entre les processus décisionnels internationaux et les réalités des citoyens qui, en fin de compte, subissent les conséquences de ce qui est décidé dans les salles de négociation et dans les capitales du monde entier.

Depuis des décennies, nous affirmons que les politiques internationales, tout comme les politiques nationales, ne peuvent être élaborées sans écouter les peuples.

Les Assemblées sont toujours des exemples éloquentes de la manière dont les parlements font office de passerelles, en faisant remonter au niveau international les différentes réalités régionales et les contextes socio-économiques.

Certaines forces très influentes de la politique internationale affirment que ce sont nos différences qui nous définissent. Que nous devrions accorder davantage d'attention à ce qui nous différencie qu'à ce que nous avons en commun. Que la politique mondiale doit être comprise comme un jeu à somme nulle où les intérêts des plus forts l'emportent sur ceux des plus faibles.

Si j'ai appris quelque chose au cours de ces trois dernières années de ma présidence, chers amis et chers collègues, c'est que cela ne doit pas nécessairement être le cas.

L'autre jour, entre deux réunions, je réfléchissais à la nature de la coopération humaine. Je me suis souvenu que, non loin de la ville animée d'Arusha, les populations locales utilisent des peaux de vache pour fabriquer des tambours comme ceux que vous avez pu voir hier.

Une fois la peau préparée, deux personnes tirent dans des directions opposées pour créer la tension sur laquelle résonnera plus tard la musique de nos ancêtres.

Voilà qui résume ce qui, selon moi, doit être notre éthique de travail. Nous devons ramener chez nous le message selon lequel des intérêts et des opinions divergents ne nous empêchent pas nécessairement de travailler ensemble à la réalisation d'un objectif qui profite à tous. Il faut que deux personnes tirent dans des directions opposées pour créer cet instrument. Si elles tiraient dans la même direction, elles ne pourraient pas le créer. En kiswahili, on dit : *kila mwamba ngoma, ngozi huivuta kwake*.

Ces artisans ne tirent pas dans des sens opposés dans le seul but de créer un conflit. Ils tirent dans un but précis, unis par la même peau, engagés à créer quelque chose de plus important que ce que chacun pourrait créer seul.

C'est ce que nous vous demandons de faire ici, au sein des Assemblées de l'UIP. Nous ne demandons à personne de renoncer à ses intérêts, à son identité ou à ses convictions. Nous vous demandons de rester disposés à travailler ensemble, malgré nos différences, dans la poursuite d'un objectif commun.

Ne craignons pas la divergence. Ne nous méfions pas de la différence. Les différences n'affaiblissent pas notre coexistence. Elles l'enrichissent. Ici, en Tanzanie, dans nos communautés, nous disons *umoja ni nguvu*, ce qui se traduit approximativement en français par "l'union fait la force". Même lorsque nous tirons dans des directions différentes, c'est l'unité de nos objectifs qui nous rend forts. C'est en agissant ensemble que nous apportons le changement. C'est l'action collective qui peut transformer notre monde. Je vous invite à ramener ce message chez vous afin qu'il inspire votre travail parlementaire.

Chers amis, chers collègues,

Alors que ce discours touche à sa fin, ma présidence s'achève elle aussi. Vos réflexions sur la confiance et sur la nécessité d'écouter m'ont amenée à méditer sur ces trois dernières années de ma présidence.

Car les organisations internationales telles que notre chère UIP reposent elles aussi sur la confiance que les Membres nous accordent. Notre travail doit rester ancré dans les réalités de nos Parlements membres, et en tant que Présidente, j'ai fait de mon mieux pour me rendre au sein de vos communautés parlementaires nationales, pour vous rencontrer lors des grands événements de l'UIP, en vous offrant des espaces et des occasions pour vous faire entendre. Tout au long de mon mandat, j'ai essayé d'être à l'écoute de vos priorités, de vos préoccupations et de vos aspirations.

Lors de mes échanges avec les pays touchés par des conflits, j'ai toujours cherché à faire preuve d'impartialité, à écouter toutes les parties et à rester un messenger de la paix. Et lorsque cela s'est révélé difficile, j'ai maintenu mon engagement envers les valeurs que nos pères fondateurs ont définies il y a 138 ans pour éclairer notre mission.

Alors que ma présidence touche à sa fin, je quitte cette fonction avec une profonde gratitude, car ce que j'ai pu accomplir, je ne l'ai pas fait seule, mais avec vous.

Permettez-moi, à titre d'exemple, d'énumérer quelques-unes des étapes importantes que nous avons franchies au cours des trois dernières années – j'en ai choisi cinq seulement.

- Nous avons mis en place un volet spécial sur la redevabilité, car c'est dans la transposition des résolutions de l'UIP en actions nationales que réside le véritable pouvoir de transformation de l'UIP.
- Nous avons modifié les Statuts et Règlements de l'UIP afin d'officialiser le poste de vice-président de l'UIP en tant que véritable adjoint du président.
- J'ai tenu ma promesse de renforcer la voix des jeunes parlementaires au sein de l'UIP en abaissant l'âge minimum requis pour les jeunes parlementaires à moins de 40 ans.
- Nous avons également modifié les Statuts et Règlements afin de faire de la parité hommes-femmes au sein de l'UIP notre objectif collectif. Je me réjouis aujourd'hui du fait que le Groupe du partenariat entre hommes et femmes ait annoncé que nous atteignons aujourd'hui près de 40 %.
- Nous avons approuvé la politique de lutte contre le harcèlement afin de protéger les parlementaires et le personnel lors des Assemblées.

Chers collègues,

C'est avec une profonde gratitude que je conclus cette allocution.

J'ai souvent dit que j'étais profondément satisfaite de ce que nous avons pu accomplir ensemble au cours de ces trois années. Cependant, aucune présidence n'est jamais achevée, car l'œuvre de la démocratie n'est jamais terminée. Ce qui importe, c'est que nous laissions cette Union plus forte, plus unie dans ses objectifs et plus déterminée à servir les citoyens que nous représentons. Même si je quitte la présidence, je resterai ambassadrice de l'Union interparlementaire.

Je pars également en sachant que je laisse la présidence entre des mains très compétentes. Je souhaite à mon successeur, M. Milton Dick, Président de la Chambre des représentants d'Australie, tout le succès possible dans ses efforts pour mener l'UIP vers de nouveaux sommets. Sachez, cher Milton, que je serai toujours prête à vous écouter, à vous offrir mes conseils et à soutenir votre présidence si vous avez besoin de moi.

Chers amis, chers collègues,

Nous nous reverrons.

Merci. *Asante sana*